

**LES SYSTÈMES AGRAIRES TRADITIONNELS
NIGÉRIENS DANS L'IMPASSE
FACE À LA DÉMOGRAPHIE**

Maxime BANOIN * & Jean-Pierre GUENGANT **

* Université de Niamey, faculté d'agronomie, B.P. 10960, Niamey (Niger).

** Institut de recherche pour le développement (I.R.D., ex-Orstom) B.P. 11416, Niamey (Niger).

RÉSUMÉ D'AUTEUR

Les systèmes agraires agriculture-élevage mis en place dans le Sahel au cours de l'histoire ont peu évolué au cours du XX^e siècle. Certes, les famines semblent être aussi anciennes que le Sahel lui-même, mais ces systèmes semblent aujourd'hui définitivement incapables d'assurer la sécurité alimentaire de populations en forte croissance qui doublent tous les vingt ans. L'adaptation à cette nouvelle donne ne sera probablement ni « bosrupienne » ni « malthusienne ». Toutefois, les dimensions démographique et urbaine des problèmes auxquels le Niger est confronté semblent devoir s'amplifier dans un avenir proche. Ainsi, les défis de demain seront peut-être d'abord urbains et accessoirement agricoles. L'essentiel reste la définition de stratégies globales à moyen et à long terme permettant de sortir de la myopie de l'urgence du moment et de dégager l'épargne et les revenus nécessaires pour assurer une sécurité alimentaire durable et une sortie honorable de la crise actuelle.

Mots clés :

Agriculture — Systèmes agraires — Démographie — Développement.

SYNOPSIS

The Inability of Traditional Agrarian Systems in Niger to cope with Demographic Growth

The agrarian systems combining agriculture and herding which were established in the Sahel over the course of history, have changed very little during the 20th century. Famines seem to be an age old problem for the Sahel and the agrarian systems used seem today totally incapable of insuring food security for local populations which are experiencing rapid growth, i.e. doubling every 20 years.

Adaptation to this new situation will probably not be either "Bosrupian" or "Malthusian". All the same, the demographic and urban dimensions of the problems that Niger is facing seem to be aggravating seriously in the near future. So, tomorrow's challenges might be primarily urban, and to a lesser extent agricultural. What seems to be essential is to define global strategies for the medium and the long term, making it possible to emerge from the myopia of everyday urgency and to generate enough income to insure both sustainable food security and an honorable exit from the current crisis.

Key words:

Agriculture — Agricultural Systems — Population — Development.

INTRODUCTION

Le Sahel est une zone fragile, instable, dont l'inscription spatiale varie au cours du temps au gré des cycles climatiques.

Les systèmes agraires agriculture-élevage mis en place dans la région au cours de l'histoire représentent une adaptation à ces variations. Toutefois, ces systèmes ont peu évolué au cours des derniers siècles, et nombre de gestes quotidiens et de techniques utilisées observables aujourd'hui sont les mêmes qu'il y a plusieurs centaines d'années.

Certes, les famines semblent être aussi anciennes que le Sahel lui-même. Cependant, la croissance démographique sans précédent de la zone pose aujourd'hui le problème de l'adéquation entre population, ressources naturelles et production alimentaire en des termes radicalement nouveaux. En effet, les systèmes agraires traditionnels ne semblent plus en mesure depuis vingt ou trente ans de nourrir les populations du Sahel.

Ainsi, à travers les famines et autres crises alimentaires qui secouent le Sahel, expression de la crise des systèmes fonciers traditionnels, les défis

auxquels sont aujourd'hui confrontées les sociétés sahéliennes sont multiples.

C'est dans ce cadre général, mais à partir de l'exemple du Niger, que nous nous proposons d'examiner et de tenter de répondre aux questions suivantes :

- les systèmes agraires traditionnels toujours à l'œuvre sont-ils en mesure de permettre une augmentation significative la production alimentaire ?
- quelles sont les améliorations ou les innovations susceptibles de permettre l'émergence de nouveaux systèmes agraires performants, pour nourrir la population ?
- quelles sont les solutions non agricoles qui permettent la sécurité alimentaire ou, en d'autres mots, l'avenir du Niger (et du Sahel) est-il essentiellement agricole ?
- enfin, peut-on, doit-on agir sur la variable démographique ? en « légitimant » par exemple les familles de taille plus réduite et en « encourageant » le contrôle de la fécondité ou encore en acceptant, voire en « stimulant », la poursuite de l'urbanisation ?

LES SYSTÈMES AGRAIRES TRADITIONNELS

Les systèmes agraires sont définis de manière classique par les relations dynamiques qui existent entre : le milieu physique, l'acquis technique, les règles de gestion socio-foncieres et les modes d'exploitation du milieu rural, le tout en vue de la satisfaction des besoins d'une société donnée (JOUVE, 1987).

Le milieu physique sahélien est un milieu semi-aride, caractérisé par une pluviométrie erratique, des sols acides et pauvres en matières organiques, en phosphore et en azote.

L'acquis technique reste rudimentaire, avec une très faible artificialisation du milieu agricole (en

particulier, un recours quasi nul à l'engrais minéral, une utilisation insuffisante du fumier, une faible maîtrise de l'eau, et une faible utilisation de l'énergie) ainsi que le recours à un équipement et à des outils techniques peu efficaces.

Les règles de gestion socio-foncieres varient selon les milieux mais sont toujours complexes et difficiles à appréhender. De ce fait, elles constituent autant d'obstacles à toute tentative de valorisation du milieu.

À titre d'exemple, l'embocagement d'un terroir villageois est impossible à réaliser en l'absence d'identification claire de tous les acteurs et détenteurs de pouvoir.

Enfin, les modes des modes d'exploitation du milieu rural sont tributaires des itinéraires techniques (ou ensemble des opérations mises en œuvre au cours du processus de production) et des équipements disponibles.

L'une des caractéristiques essentielles des systèmes agraires traditionnels nigériens tels qu'ils viennent d'être sommairement décrits est qu'ils sont profondément ancrés dans une logique de minimisation des risques. Cette logique se traduit par une faible diversification des cultures, la faiblesse des investissements pour l'achat d'engrais, d'équipements et pour la maîtrise de l'eau. Dans ce contexte, l'agriculture nigérienne reste caractérisée par une faible productivité et, par voie de conséquence, par une capacité réduite à dégager des surplus pour la vente, sur le marché intérieur ou l'exportation, susceptibles de générer des revenus afin de constituer une épargne.

Les raisons de cette situation sont multiples. Tout d'abord, l'abondance des terres permettait jusqu'à une date récente de pérenniser les anciens modes de production, puisque la poursuite et même l'augmentation de la production pour la satisfaction des besoins alimentaires étaient possibles par simple extension des surfaces cultivées. Ensuite, l'enclavement de la plupart des terroirs, la faiblesse des rémunérations aux producteurs en cas de vente (rémunérations sur lesquelles des impôts devaient être acquittés) étaient, et restent toujours, autant de facteurs dissuasifs à l'accroissement des rendements.

La logique de minimisation des risques des systèmes agraires nigériens et les facteurs qui lui sont associés expliquent largement pourquoi les diverses tentatives d'introduction de nouvelles spéculations et de nouvelles technologies en milieu rural n'ont rencontré qu'un succès limité. Ainsi, l'introduction de l'arachide n'a guère été suivie d'effets et n'a donné de résultats concluants que dans le bassin arachidier du Sénégal et dans l'est du Niger (régions de Maradi et de Zinder); encore ceci n'est vrai que pour une certaine période. Du point de vue technologique, les effets de l'introduction de la culture attelée, sur laquelle les agronomes fondaient beaucoup d'espoir, paraissent mitigés; si l'attelage a été largement adopté

comme moyen de transport en milieu rural, la culture attelée est loin de l'être dans tout le Sahel pour les opérations essentielles de cultures. Aussi, l'augmentation majeure de productivité attendue de l'introduction de la culture attelée ne s'est pas produite. L'explication la plus couramment avancée pour expliquer cet échec est que l'entretien d'une unité de culture attelée toute l'année est trop coûteuse pour la plupart des paysans sahéliens qui travaillent le plus souvent sur des superficies peu importantes et seulement pendant les trois ou quatre mois de la saison des pluies.

Dans l'environnement climatique et physique difficile qui caractérise historiquement le Sahel, les systèmes agraires traditionnels n'ont pas permis d'éviter l'apparition périodique de famines. Depuis 1880, on a dénombré près d'une dizaine de famines ou disettes dans la boucle du Niger (ALPHA GADO, 1985). Malgré ces crises pourtant, la population des pays sahéliens a continué à augmenter de manière importante. Pour le Niger, par exemple, la population a triplé pendant les soixante premières années du siècle: elle est passée de un million environ au début du siècle à trois millions en 1960. (DIRECTION DE LA STATISTIQUE ET DE LA DÉMOGRAPHIE, 1991); elle atteint dix millions environ en 1998.

Ces éléments permettent de risquer, pour le système agricole nigérien, les conclusions suivantes. Ce système est resté globalement orienté vers un nombre limité de céréales pluviales: le mil et le sorgho (il est vrai souvent associés au niébé) principalement destinées à l'autoconsommation, ceci dans un contexte de stagnation des itinéraires techniques et des règles socio-foncieres d'exploitation du milieu. L'augmentation de la production de ces céréales s'est faite dans un premier temps par l'augmentation des surfaces cultivées, augmentation rendue possible par la faible densité de la population et les facilités d'accès à la terre.

Cet équilibre fragile ne semble plus compatible avec la forte croissance démographique observée aujourd'hui (3,4 % par an; UNITED NATIONS, 1996-a) qui, s'il se maintient, implique un doublement de la population tous les vingt ans. Sur ce sujet, deux thèses s'opposent de manière classique (FLORET. *et al.*, 1993). La première, la

thèse « bosrupienne » d'après le nom de son auteur, soutient schématiquement que la raréfaction et la dégradation des ressources naturelles « forcent » les populations à trouver des solutions originales aux déséquilibres population-ressources, notamment par l'intensification de leur production qui leur permet de faire face à la croissance démographique de leur communauté et de ses besoins. La seconde, nommée également d'après le nom de son auteur, la thèse « malthusienne » soutient au

contraire que la croissance rapide de la population est incompatible avec les possibilités d'accroissement de la production agricole et qu'elle conduit nécessairement à des catastrophes qui ne peuvent être évitées que par le contrôle de la croissance démographique.

En ce qui concerne le Niger, aucune de ces deux stratégies d'ajustement à la croissance démographique n'est vraiment à l'œuvre, du moins à l'échelle de l'ensemble du pays.

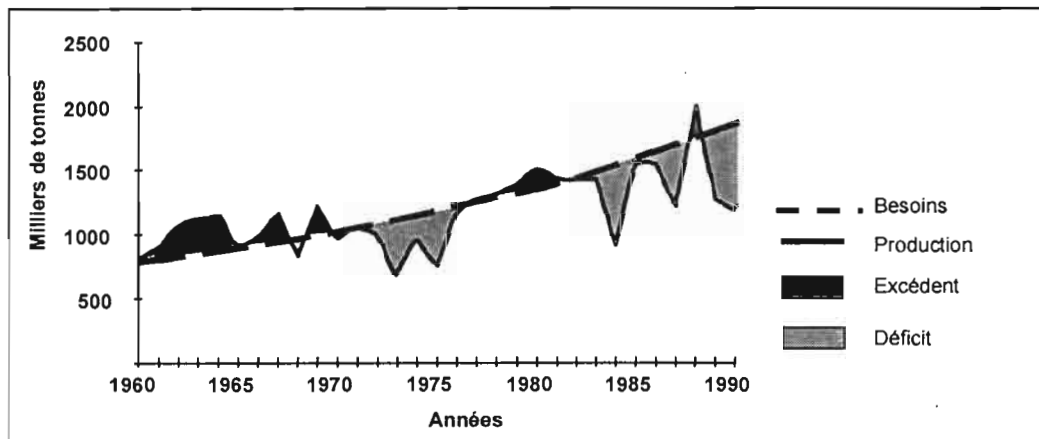


FIG. 1. — Excédent/déficit céréalier (en milliers de tonnes).
Source : DIRECTION DE LA STATISTIQUE ET DE LA DÉMOGRAPHIE (1991).

Si l'on juge par les données publiées depuis 1960 sur la production céréalière disponible¹ et les besoins correspondants de la population², les systèmes agraires traditionnels nigériens ne semblent plus en mesure de nourrir la population depuis vingt à trente ans (fig. 1).

Les données disponibles suggèrent en effet qu'un déficit céréalier chronique s'est installé au Niger depuis 1970. Depuis cette date, la production céréalière, sauf quelques rares années « fastes », paraît presque systématiquement inférieure aux besoins d'une population en forte croissance (plus de 3 % par an). Pourtant, aucun indice évident « bosrupien » d'un processus en cours de modification radicale des systèmes agraires n'a été observé ou rapporté pour le Niger dans son ensemble ou à un niveau régional large.

Malgré l'adoption, en 1992, d'une politique officielle de population en vue d'adapter la population et les ressources (DIRECTION DE LA POPULATION, 1994) aucun indice d'une diminution de la croissance démographique n'est disponible, bien au contraire. D'après une enquête nationale réalisée en 1997-1998, les niveaux de fécondité au Niger correspondent toujours à 7,5 enfants par femme en moyenne (contre 7,4 en 1992) ; le pourcentage de femmes qui utilisent une méthode moderne de

1. — Compte tenu des pertes dues aux rongeurs et à des conditions de stockage inadéquates, la production céréalière disponible est estimée à 85 % de la production totale de céréales (DIRECTION DE LA STATISTIQUE ET DE LA DÉMOGRAPHIE, 1991).

2. — Estimés à 240 kg équivalents céréales par personne et par an, toutes populations confondues (DIRECTION DE LA STATISTIQUE ET DE LA DÉMOGRAPHIE, 1991).

contraception reste trop faible (4 % contre 2 % en 1992) pour envisager une réduction rapide de la fécondité (CARE INTERNATIONAL & DEMOGRAPHIC AND HEALTH SURVEYS, 1998). La progression de la pratique contraceptive moderne observée — de deux à quatre pour cent en cinq ans — nécessiterait, si elle se poursuivait à ce rythme, plus d'une centaine d'années pour que la fécondité passe à quatre enfants environ, niveau d'une croissance démographique encore non négligeable, et près de deux cents ans pour arriver à deux enfants et demi par femme, ce qui dans les conditions de mortalité du Niger, pourrait correspondre à une croissance naturelle nulle (UNITED NATIONS, 1996-b).

Le problème de l'adéquation entre population, ressources naturelles et production alimentaire se

pose aujourd'hui au Niger de manière aiguë et en termes radicalement différents de ceux du passé.

Le premier facteur de rupture par rapport au passé est sans conteste la forte croissance démographique des populations (y compris en milieu rural), malgré la persistance d'une forte mortalité, qui se traduit par une croissance élevée, jamais enregistrée auparavant, des besoins alimentaires.

Le second facteur de rupture, à l'évidence lié au premier, est la raréfaction des terres cultivables, y compris les jachères, ce qui compromet durablement la sécurité alimentaire du pays, en l'absence de changements majeurs des systèmes agraires ou des fondements économiques du pays.

Examinons tout d'abord brièvement les problèmes liés à la sécurité alimentaire.

LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

La sécurité alimentaire peut être définie comme l'accès de tous à tous moments à une nourriture suffisante qui permet à chacun de vivre en bonne santé.

La sécurité alimentaire recouvre cependant trois dimensions différentes qui doivent être abordées séparément : la disponibilité de la nourriture, les possibilités d'accès à cette nourriture et une utilisation équilibrée des aliments.

La *disponibilité* signifie qu'un ensemble d'aliments qui permet un régime alimentaire équilibré est disponible pour l'ensemble du pays, de la région ou encore des familles ou des individus considérés.

L'*accès* signifie que la population ou les personnes considérées, peuvent effectivement avoir accès à l'ensemble de ces aliments, soit en les produisant eux-mêmes, soit en étant capables de se les procurer, en les achetant ou les échangeant.

Enfin, l'*utilisation équilibrée* signifie que l'état de santé des personnes considérées, leurs habitudes alimentaires, leurs croyances et coutumes, leur per-

mettent de se nourrir effectivement d'une manière saine et équilibrée.

La sécurité alimentaire ne doit donc pas être confondue avec l'auto-suffisance alimentaire. L'auto-suffisance alimentaire globale n'a de sens que si les conditions de production de l'ensemble des aliments nécessaires à un régime alimentaire équilibré de la population sont réunies dans le pays à des coûts compétitifs. De telles conditions n'existent pratiquement jamais, en tous cas pour l'ensemble des aliments, mais elles peuvent exister pour une gamme d'aliments essentiels comme les céréales, ou encore les fruits et légumes.

Contrairement à une idée reçue, il n'y a pas de liens absolus entre production alimentaire nationale, auto-suffisance alimentaire et sécurité alimentaire. Par exemple, la production nationale de céréales peut bien être excédentaire une ou plusieurs années du fait de bonnes récoltes dans certaines régions sans que la sécurité alimentaire du pays soit assurée ; si la majorité de la population des autres régions déficitaires n'a pas les moyens de se procurer les céréales des régions excédentaires, on ne pourra pas parler de sécurité alimentaire.

Par ailleurs, comme il est très difficile de produire partout à faibles coûts une gamme assez diversifiée de produits qui permettent un régime alimentaire équilibré, il est généralement toujours nécessaire d'importer un certain nombre de produits. La priorité parfois excessive mise sur l'auto-suffisance alimentaire dans certains pays du Sahel peut ainsi conduire à ignorer la dimension économique de la sécurité alimentaire.

Dans ces conditions, l'insécurité alimentaire chronique actuelle au Niger est d'abord une question de pauvreté, intimement liée à la faible productivité du travail dans l'agriculture qui occupe près de quatre-vingts pour cent de la population active. Cette faible productivité est aussi le résultat du faible niveau d'éducation et de santé de la population, responsable à son tour de la persistance de systèmes agraires, peu ouverts à l'innovation, ancrés dans une logique de minimisation des risques, qui ne permet ni de nourrir les populations ni de dégager les revenus nécessaires à l'achat d'aliments produits dans d'autres régions du pays ou importés.

L'adaptation séculaire du monde rural à l'augmentation de la population par accroissement des superficies cultivées, sans remise en cause fonda-

mentale des systèmes agraires, semble bien conduire à une impasse qui pourrait être beaucoup plus proche qu'on ne l'admet.

Les données disponibles de 1960 à 1992 sur l'évolution des superficies cultivées (fig. 2) indiquent qu'au cours de cette période les superficies cultivées se sont accrues, en réponse à l'augmentation des besoins alimentaires, de 2,135 millions d'hectares à 7,521 millions d'hectares, soit une multiplication par 3,2. Pendant la même période, on estime que la production de céréales pluviales est passée de 943 milliers de tonnes à 2,172 millions de tonnes soit une multiplication par 1,8 seulement, presque deux fois moindre que l'augmentation des superficies cultivées (DIRECTION DE LA STATISTIQUE ET DE LA DÉMOGRAPHIE, 1991 ; MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ÉLEVAGE, 1967 à 1992). La « leçon » de ces évolutions divergentes est claire : les rendements à l'hectare ont été pratiquement divisés par deux : ils sont passés de quatre cent quatre-vingt-seize tonnes à l'hectare en moyenne pour les années 1960-1962, à deux cent quatre-vingt-une tonnes à l'hectare en moyenne pour les années 1990-1992, soit une diminution de quarante-trois pour cent.

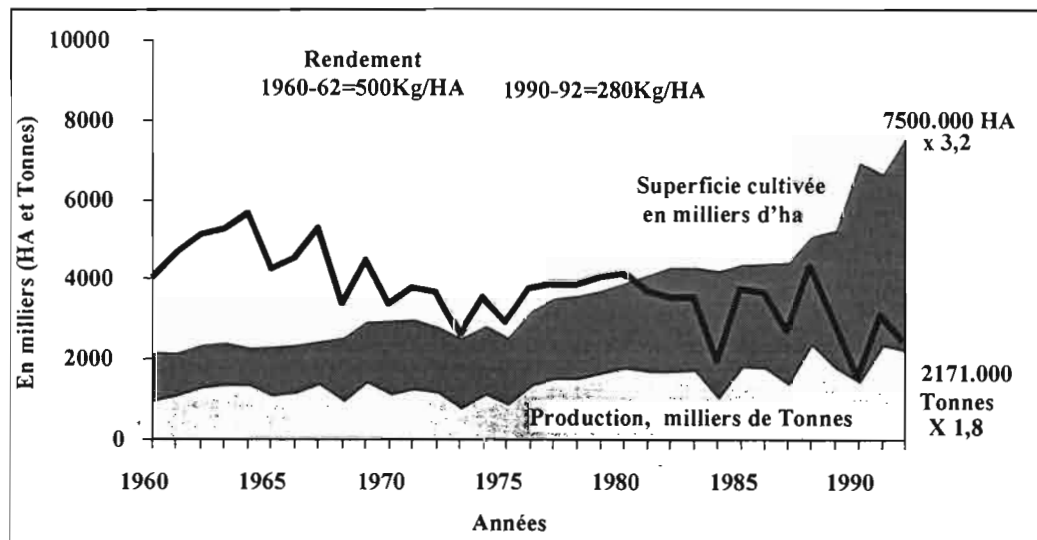


FIG. 2. — Évolution des superficies cultivées, de la production et des rendements de céréales pluviales.

La mise en culture de terres moins fertiles et le raccourcissement des jachères figurent certainement parmi les causes principales de cette évolu-

tion. Malgré les efforts des agriculteurs pour couvrir les besoins d'une population en forte croissance, la production par tête a également diminué,

puisque'elle est passée de trois cent vingt-cinq kilogrammes en moyenne pour les années 1960-1962 à deux cent quarante-cinq kilogrammes en moyenne pour les années 1990-1992, soit une diminution de vingt-cinq pour cent. Ce chiffre reste proche des besoins par tête estimés à deux cent quarante kilogrammes équivalents céréales par personne et par an, toutes populations confondues. Il faut noter cependant que les années 1991 et 1992 ont été plutôt bonnes et que la diminution marquée de la production par tête au cours des trente dernières années révèle une fragilisation de la situation alimentaire du pays.

Comme la croissance de la population est appelée à se poursuivre, que se passera-t-il si l'adaptation à la pression démographique continue par extension des superficies cultivées sans modifications majeures des systèmes agraires ? Au début des années quatre-vingt-dix, le rendement pour les céréales pluviales était estimé à deux cent quatre-vingt-un kilogrammes par hectare. En supposant que ce rendement puisse être maintenu, quoiqu'il ait fortement diminué des années soixante aux années quatre-vingt-dix, la superficie cultivée devrait être de quatorze millions d'hectares en 2010, et de vingt et un millions d'hectares en 2020 pour couvrir les besoins d'une population qui pourrait atteindre, en l'absence de baisse de la fécondité, près de seize millions en 2010 et près de vingt-quatre millions en 2020 (DIRECTION DE LA POPULATION, 1994). Le total des terres cultivables du Niger était estimé, au début des années quatre-vingt-dix, à quinze millions d'hectares par le ministère de l'Agriculture et de l'Élevage.

Ce type de projection a des limites. De fait, les rendements à l'hectare du mil et du sorgho peuvent s'améliorer quelque peu sous l'effet de conditions climatiques plus favorables ou de certaines modifications des pratiques culturales. Il a toutefois le mérite de souligner que, « toutes choses égales par ailleurs », le Niger pourrait se trouver assez rapidement dans une situation où, sous la pression des besoins, les jachères en diminution régulière depuis au moins une vingtaine d'années pourraient pratiquement disparaître, comme cela a déjà été observé dans certaines régions telles que la région de Maradi. Jusqu'au début des années quatre-vingt-dix, les jachères représentaient encore la

moitié du total estimé des terres cultivables (DIRECTION DE LA STATISTIQUE ET DE LA DÉMOGRAPHIE, 1991). Leur mise en culture, pour faire face à un doublement de la population attendu dans les vingt années à venir, sans autre action pour préserver la fertilité des sols, risquerait de compromettre gravement celle-ci et de condamner le monde rural à une dépendance accrue vis-à-vis de l'aide alimentaire.

Ainsi à la question : l'avenir du Niger (et du Sahel) est-il essentiellement agricole ? la réponse est non en l'absence d'améliorations ou d'innovations majeures susceptibles de permettre l'émergence de nouveaux systèmes agraires performants.

Cette communication n'a pas la prétention de donner les recettes d'une révolution agricole par ailleurs difficile à définir et à mettre en œuvre. Son objectif est simplement de souligner l'urgence et l'ampleur des changements à initier dans le monde rural nigérien et l'urgence de la recherche simultanée de solutions non agricoles qui permettent d'assurer la sécurité alimentaire du pays.

Un rapport sur l'évolution récente de l'économie nigérienne (BANQUE MONDIALE, 1996) met en évidence la division par trois ! du produit intérieur brut réel par habitant au Niger (c'est à dire en francs constants) entre la fin des années soixante-dix et le milieu des années quatre-vingt-dix. Parmi les causes de cette forte diminution, le rapport note bien sûr la forte baisse du cours de l'uranium, qui assurait l'essentiel des ressources en devises du pays, l'impact négatif de la sécheresse sur la production agricole au début des années quatre-vingt, puis à nouveau au début des années quatre-vingt-dix. Il souligne également que pendant toute cette période, « la forte croissance démographique a érodé inexorablement le revenu par habitant ». La timide reprise notée en 1996-1997, qui s'est traduite par une croissance du produit national brut de 3,6 %, n'a permis qu'une croissance du produit national brut par tête de 0,1 % ! (BANQUE MONDIALE, 1998).

Il semble difficile dans ces conditions d'ignorer la dimension démographique de la sécurité alimentaire et des politiques agricoles et de développer à mettre en œuvre.

LA VARIABLE DÉMOGRAPHIQUE

Malgré la qualité souvent approximative des sources de données démographiques anciennes, il est possible de reconstituer avec une relative précision l'évolution de la population du Niger au XX^e siècle (DIRECTION DE LA STATISTIQUE ET DE LA DÉMOGRAPHIE, 1991). Le premier dénombrement, en 1905, estimait la population du Niger à 1,075 million d'habitants ; le dernier recensement, en 1988, à 7,2 millions d'habitants ; une estimation pour l'an 2000, à 10,8 millions (UNITED NATIONS, 1996-a). La population du Niger a été multipliée par dix en un siècle !

Cette croissance démographique sans précédent est le résultat de la persistance d'une natalité élevée face à une mortalité, certes toujours élevée, mais en baisse, régime caractéristique de la plupart des pays d'Afrique subsaharienne aujourd'hui. Dans le cas du Niger, les taux bruts actuels, estimés pour la natalité entre cinquante et cinquante et un pour mille, et pour la mortalité à dix-sept pour mille (NATIONS UNIES, 1996-a), correspondent à des nombres annuels de naissances supérieurs à 500 000 et de décès d'environ 170 000, soit un accroissement naturel annuel de 330 000 personnes.

Quelles hypothèses d'évolution peut-on retenir ? La population future du Niger dépend de sa taille actuelle, de l'ampleur de la poursuite de la baisse de la mortalité, d'un début éventuel de baisse de la fécondité et de son rythme, et, enfin, de l'ampleur des migrations extérieures. Rappelons les hypothèses retenues pour les projections en 1994, et qui couvraient la période 1990 à 2040 (fig. 3, p. 10).

Il avait été supposé que la mortalité continuerait à décroître au même rythme que par le passé, soit un gain d'espérance de vie à la naissance de deux ans tous les cinq ans. Comme l'espérance de vie à la naissance était de quarante-sept ans au début des années quatre-vingt-dix (ce qui correspond à une mortalité infantile d'environ 120 pour 1000), une telle hypothèse conduit à une espérance de vie à la naissance de soixante-cinq ans en 2040 (avec un taux de mortalité infantile d'environ 40 pour 1000, soit de 4 à 5 fois plus élevée que la mortalité infantile actuelle des pays d'Europe de l'Ouest).

Pour la fécondité deux hypothèses ont été émises. La première supposait le maintien, jusqu'en 2040, de la fécondité à 7,5 enfants par femme, taux du début des années quatre-vingt-dix ; cette hypothèse impliquait que les comportements traditionalistes vis-à-vis de la fécondité continueraient d'être la règle pour la quasi-totalité de la population. La seconde hypothèse supposait que la fécondité pourrait décroître à six enfants par femme en 2000 puis à trois enfants par femme en 2020, et enfin à 2,4 enfants en 2040. Une telle hypothèse revient à supposer que la « transition de la fécondité », c'est-à-dire le passage à une fécondité qui permet le simple renouvellement des générations et « la révolution contraceptive », c'est-à-dire la pratique d'une contraception efficace par près de quatre-vingts pour cent des femmes nigériennes (contre 4 % actuellement) pourraient se faire en cinquante ans. Cette hypothèse était évidemment optimiste et elle est déjà dépassée puisque l'enquête réalisée en 1997-1998 indique que la fécondité est toujours de 7,5 enfants par femme (CARE INTERNATIONAL & DEMOGRAPHIC AND HEALTH SURVEYS (D.H.S.), 1998).

Ces projections ont cependant le mérite de montrer quel pourrait être l'impact sur l'évolution démographique du Niger d'une baisse assez rapide et volontariste de la fécondité, par rapport à l'hypothèse du maintien de la fécondité à son niveau actuel. Signalons enfin que le solde des migrations extérieures avait été supposé égal à zéro, non pas que l'« exode » n'existe pas, mais parce qu'il était quasi impossible d'émettre une hypothèse sur l'ampleur de l'émigration nette du Niger pour les cinquante années à venir.

Il importe de souligner, comme c'est le cas pour les projections des Nations unies, que l'accent a été mis sur la fécondité ; des trois variables démographiques considérées : fécondité, mortalité, et migrations, c'est celle qui est la plus susceptible d'influencer la taille et la structure par âge futures de la population. Aucune des deux hypothèses de fécondité ne doit être considérée comme une prédiction ; aucune n'est le reflet de préférences quelconques. Elles constituent des « spéculations » sur le futur sans être de pures « fictions ».

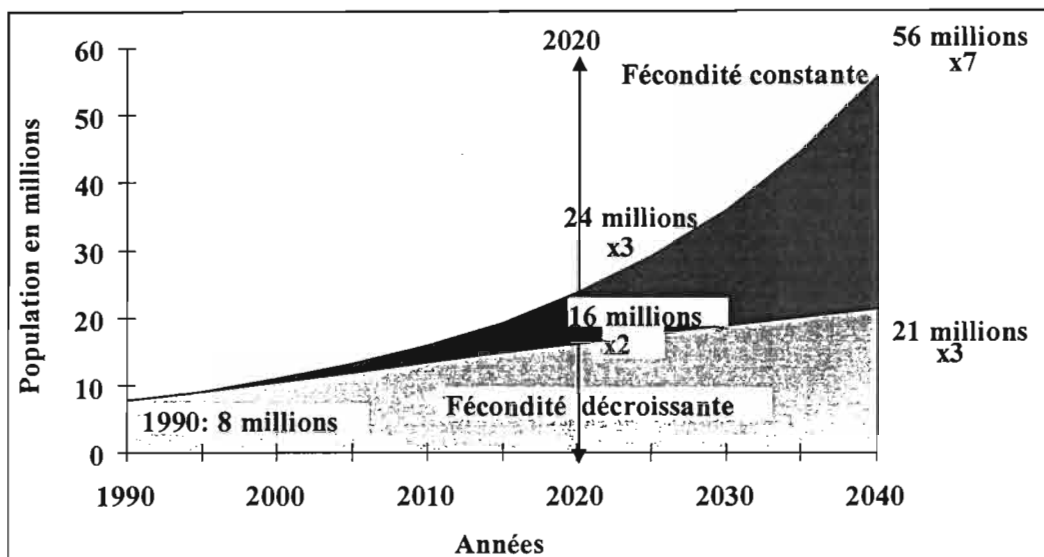


FIG. 3. — Projections de population, résultats en 2020 et 2040.

Les résultats obtenus sont édifiants. En effet, quelle que soit l'hypothèse de fécondité retenue, l'augmentation à venir de la population nigérienne à vingt et quarante-cinq ans est considérable : entre seize et vingt-quatre millions en 2020 (c'est-à-dire entre deux et trois fois plus qu'en 1990) et entre vingt et un millions et cinquante-six millions en 2040 (c'est à dire entre deux fois et demi et sept fois plus qu'en 1990).

À l'horizon 2020, la différence entre les deux hypothèses peut paraître faible. Ce phénomène connu sous le nom d'« inertie démographique » n'est que le reflet de la lenteur ou encore de la « fixité » du temps. Comme la mortalité ou la fécondité ne peuvent être réduites de manière importante que sur une période assez longue, le futur proche des populations, c'est-à-dire à vingt, vingt-cinq ans, est déjà largement écrit dans la structure par âge et dans les niveaux de mortalité et de fécondité actuels.

L'inertie des phénomènes démographiques s'estompe cependant avec le temps, on l'observe dans le cas des projections à l'horizon 2040, c'est-à-dire à quarante ou cinquante ans d'échéance.

La lenteur de l'impact des « politiques de population » tout comme la difficulté de leur mise en œuvre justifient-elles qu'on s'en désintéresse ?

Au-delà des résultats globaux sur la population totale, il est plus important d'examiner les impacts sectoriels des diverses évolutions démographiques projetées.

Le doublement ou le triplement de la population dans les vingt ans qui viennent va se traduire par une densification encore plus forte des régions ou terroirs qui sont les plus fertiles et déjà les plus densément peuplés ; ce phénomène risque d'être amplifié par le déplacement vers le sud de populations de zones où les conditions climatiques et démographiques rendront l'agriculture et l'élevage encore plus difficiles qu'elles ne le sont actuellement. Dans la zone sahélienne, on estime grossièrement qu'en dessous de l'isohyète 300 mm, les précipitations peuvent être insuffisantes et/ou mal réparties et ainsi compromettre les récoltes des cultures pluviales. Alors qu'on estimait, en 1965, que vingt-cinq pour cent des terres nigériennes se situaient en dessous de l'isohyète 300 mm, ce chiffre est aujourd'hui estimé à douze pour cent du fait du déplacement vers le sud de l'isohyète 300 mm, suite à l'aggravation de la sécheresse (RÉPUBLIQUE DU NIGER, 1997). La moitié des terres où la culture de céréales pluviales se pratiquait sans trop de risques seraient ainsi devenue des terres à risques.

La répartition rurale urbaine de la population est également appelée à se modifier de manière impor-

tante. Si, avec une population urbaine représentant quinze pour cent de la population totale au dernier recensement en 1988, le Niger est toujours un pays essentiellement rural, la progression rapide de l'urbanisation ne saurait être ignorée ; elle pourrait représenter trente-deux pour cent de la population totale en 2025 ; cinquante pour cent, en 2040. (NATIONS UNIES, 1995). En combinant cette projection avec les projections de population totale, on obtient des estimations des populations urbaine et rurale du Niger pour le futur. La méthode de projection retenue reporte une part importante de la croissance démographique sur la croissance urbaine ; l'expérience contemporaine de la plupart des pays en voie de développement indique que la poursuite d'une forte croissance démographique globale, en accroissant la pression démographique dans les zones rurales, alimente la migration rurale urbaine et conduit ainsi à une accélération de l'urbanisation.

La combinaison d'une forte croissance démographique globale avec une progression de l'urbanisation conduit évidemment à une croissance extrêmement rapide de la population urbaine. Ainsi la population urbaine du Niger, estimée fin 1998 à deux millions (dont 800 000 pour Niamey), pourrait atteindre selon l'hypothèse de fécondité retenue (fécondité constante à 7,5 enfants, ou fécondité décroissante) entre cinq et huit millions en 2020 (soit de 2,5 à 4 fois plus qu'aujourd'hui) et entre onze et vingt-huit millions en 2040 (soit de 5 à 14 fois plus qu'aujourd'hui). Avec l'hypothèse supplémentaire que la population de Niamey continuera à représenter trente-cinq pour cent de l'ensemble de la population urbaine, ces projections suggèrent une population de trois millions, en 2020, pour Niamey et de près de dix millions, en 2040 en l'absence de baisse de la fécondité, contre deux millions en 2020 et quatre millions en 2040 selon l'hypothèse de fécondité décroissante.

Parallèlement, la population rurale continuerait à augmenter assez fortement selon l'hypothèse de fécondité constante ; elle passerait à seize millions en 2020 et à vingt-huit millions en 2040, soit 2 fois plus et 3,5 fois plus que la population rurale actuelle (de l'ordre de 8 millions). Selon l'hypothèse de fécondité décroissante et selon l'hypothèse d'urbanisation retenue, la population rurale

pourrait n'augmenter que modérément, de huit millions aujourd'hui à onze millions vers 2025, puis stagner aux alentours de ce chiffre avant de décroître.

Que retenir de l'ensemble de cet exercice ? Les défis posés par le monde urbain et sa croissance seront considérables. En particulier ceux qui sont liés à l'environnement urbain (drainage, assainissement, ordures ménagères), au développement des infrastructures (routes, mais aussi écoles, centres de santé, logements), à l'activité économique (créations d'entreprises et d'emplois), à la sécurité (contrôle de la délinquance et de la criminalité) et enfin à l'articulation entre monde urbain et monde rural. Il est probable qu'actuellement quatre-vingts à quatre-vingt-dix pour cent de l'énergie domestique nécessaire aux urbains, et en particulier aux habitants de Niamey, est d'origine ligneuse. La multiplication par trois ou quatre de la population de Niamey à vingt ans d'échéance ne manquera pas de se traduire par une pression accrue sur les ressources en bois des environs de la capitale et au-delà, évidemment dommageable à l'environnement. Du point de vue alimentaire, les urbains, en fonction de leurs revenus, pourront se nourrir de produits locaux achetés aux agriculteurs nationaux ou, si la production nationale est défaillante (quelles qu'en soient les raisons : climatiques, ou faillite des systèmes agraires ou autres), se nourrir d'aliments importés, en particulier de céréales. Les défis du monde rural seront certes liés à ceux du monde urbain, mais avec des enjeux différents. Il s'agira en particulier de transformer assez rapidement les systèmes agraires traditionnels, d'abord pour nourrir la population rurale qui va continuer à croître et, éventuellement, de produire assez pour nourrir aussi les villes.

L'avenir du monde rural dépendra ainsi largement de sa capacité à relever le défi de la transformation des systèmes agraires traditionnels. S'il réussit, on peut envisager un monde rural intégré aux marchés urbains, capable non seulement de se nourrir mais aussi de dégager des surplus pour nourrir les villes, éventuellement exporter, et permettre une élévation du niveau de vie des ruraux. S'il échoue, on risque de se trouver devant un monde rural plutôt mal nourri que bien, pauvre, et réduit à n'être qu'un réservoir d'émigrants pour la ville et l'étranger.

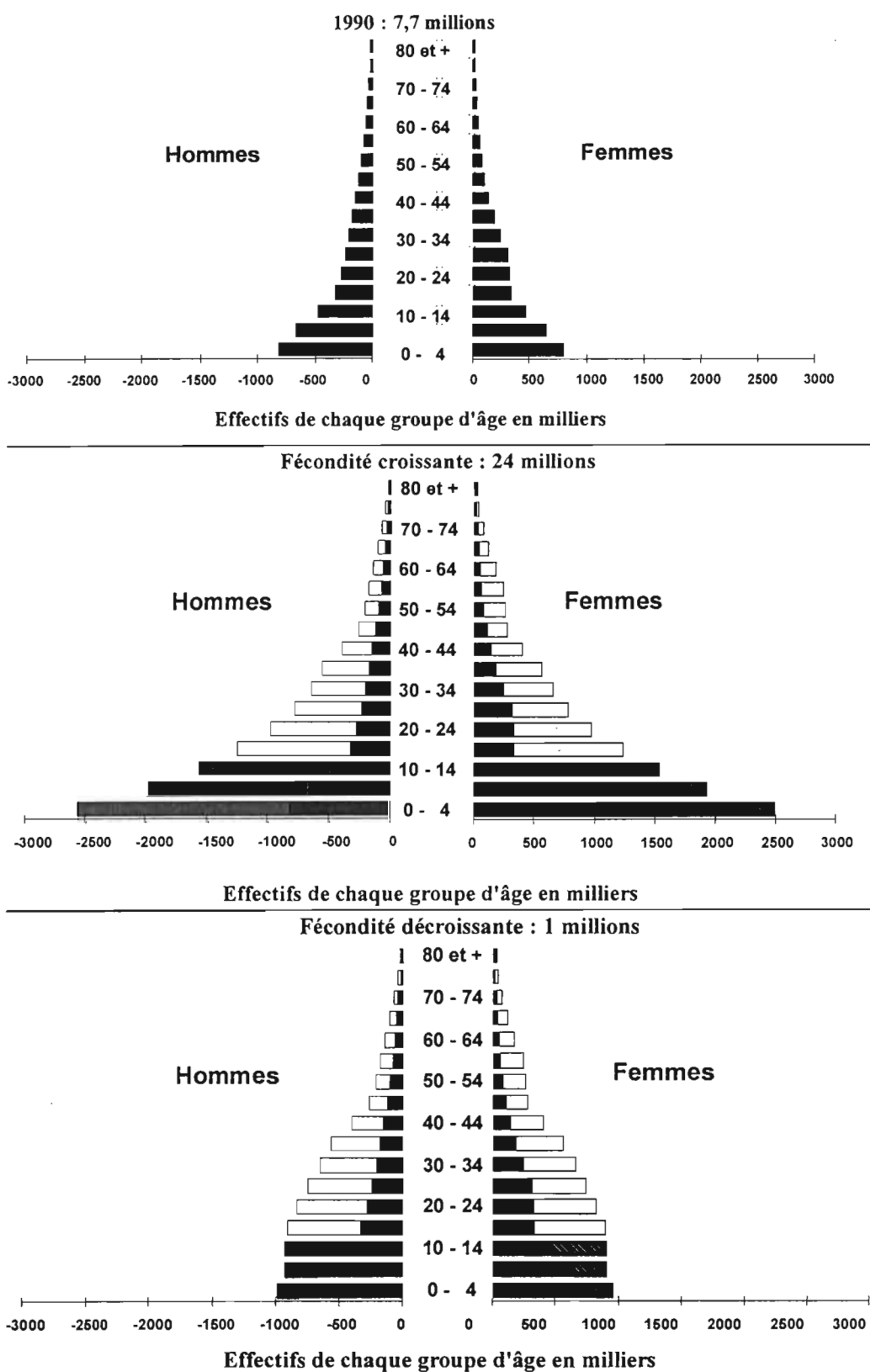


FIG. 4. — *Pyramides des âges. De haut en bas : en 1990 et en 2020 (fécondités croissante et décroissante).*

Le Niger est donc confronté, comme la plupart des pays d'Afrique, à de nombreux défis de développement, dont la dimension sociale et démographique ne fait pas de doute : couverture vaccinale, sanitaire, médicale, scolaire, emplois, gestion urbaine, etc. Si les effets d'une réduction de la fécondité n'auront que peu d'effets sur l'évolution de la population totale à court terme, les effets sur la structure par âge sont plus beaucoup rapides. Ainsi, si la fécondité restait de 7,5 enfants par femme, le nombre d'enfants de moins de cinq ans serait multiplié par trois entre 1990 et 2020 ; il retarderait d'autant les objectifs de couverture vaccinale complète des jeunes enfants et la scolarisation de tous les enfants d'âge primaire. En revanche, une baisse rapide de la fécondité permettrait de stabiliser assez rapidement le nombre d'enfants de moins de cinq ans et de concentrer les efforts sur le « rattrapage » des couvertures vaccinales et scolaires actuelles, notoirement insuffisantes : moins d'un enfant sur cinq a reçu toutes les vaccinations du Programme élargi de vaccination, et à peine plus d'un sur cinq est scolarisé dans le primaire (CARE INTERNATIONAL & DEMOGRAPHIC AND HEALTH SURVEYS, 1998).

En dépit de l'adoption d'une politique officielle de population au Niger en 1992, la fécondité n'a pas baissé et la pratique de la contraception moderne reste marginale. Longtemps présentée comme étrangère à l'Afrique, la planification familiale a commencé à s'y répandre ces dernières années, notamment dans les villes (KIRK & PILLET, 1998). Le pourcentage de femmes qui utilisent une mé-

thode moderne de contraception dans plusieurs villes africaines où une enquête « démographie et santé » a été menée récemment est beaucoup plus élevé qu'on ne le reconnaît généralement. À Niamey, en 1998, vingt et un pour cent des femmes en union (une femme sur 5 !) utilisaient une méthode moderne de contraception, contre dix-sept pour cent en 1992 (CARE INTERNATIONAL & DEMOGRAPHIC AND HEALTH SURVEYS, 1998). Aujourd'hui à Niamey, le nombre moyen d'enfants par femme est de 5,2 (en diminution par rapport à 1992 : 5,9) contre près de huit en zone rurale. Ce résultat reste remarquable dans un pays où l'on entend souvent dire que les réticences, voire l'hostilité, vis-à-vis de la planification familiale sont générales.

Il n'existe ni solution unique, ni cocktail de solutions miracles aux problèmes complexes de développement des pays du Sahel et du Niger en particulier. Dans son ouvrage de prospective *Le Sahel au XXI^e siècle*, Jacques GUIRI évoque à un moment quatre sorties de crises d'une situation susceptible de devenir rapidement intenable :

Un miracle?... Une ou des révolutions violentes?... Une catastrophe démographique ou une émigration en masse ? »

GUIRI (1989)

Les deux dernières sorties, sont bien de nature démographique, mais elles sont plutôt des sorties « catastrophes »...qu'il convient d'essayer d'éviter à tout prix, évidemment.

CONCLUSION

Historiquement, la pratique de la jachère, pièce essentielle des systèmes agraires au Niger et dans le Sahel, a joué un rôle vital dans la régénération des terres et dans la satisfaction des besoins élémentaires de la population. Malheureusement, dans les conditions démographiques actuelles, le raccourcissement et/ou la disparition des jachères selon les régions semblent condamner à court terme les systèmes agricoles traditionnels. Une quasi-disparition des jachères, un manque aigu de terres associé à une forte dégradation, sont des hypothè-

ses plausibles à moins de vingt ans d'échéance. Non seulement les systèmes agraires nigériens sont bien dans l'impasse face à la démographie, mais ils ont aussi atteints leurs limites propres. L'adaptation à cette nouvelle donne sera-t-elle « bosrupienne » ou « malthusienne » ? Compte tenu des contraintes physiques, climatiques, et humaines, propres au Niger, il est probable que cette adaptation ne sera franchement ni « bosrupienne » ni « malthusienne ». Elle pourrait se faire plus ou moins en douceur ou, au contraire, avec des sou-

bresauts violents, selon que l'accent sera mis sur une solution exclusivement agricole ou sur des solutions privilégiant réellement en parallèle le développement des autres secteurs (secondaire et tertiaire, moderne et urbain, etc.).

Il reste que les défis de demain seront à la fois urbains et agricoles, mais ils seront peut-être d'abord urbains et accessoirement agricoles. Ils seront aussi liés aux choix économiques et il n'est pas cer-

tain que ceux-ci doivent accorder la priorité absolue à l'agriculture et à la sécurité alimentaire immédiate. Sortir de l'insécurité alimentaire actuelle, c'est aussi se forcer à sortir de l'urgence du moment pour dessiner des stratégies à moyen et à long terme permettant de dégager l'épargne et les revenus nécessaires pour assurer à la fois une sécurité alimentaire durable et une sortie honorable de la crise actuelle.

RÉFÉRENCES

- ALPHA GADO (B.), 1988. — *Sécheresses et famines au Sahel : Crises alimentaires et stratégies de subsistances en Afrique Sahélienne*, t. II, th. doct., Paris-VII Jussieu, 520 p.
- BANQUE MONDIALE, 1996. — *Évaluation de la pauvreté : Un peuple résistant dans un environnement hostile*, Niger, Banque mondiale, 140 p.
- BANQUE MONDIALE, 1998. — *Rapport sur le développement dans le monde, 1998-1999 : Le savoir au service du développement*, Oxford University Press, 252 p.
- CARE INTERNATIONAL & DEMOGRAPHIC AND HEALTH SURVEYS (D.H.S.), 1998. — *Enquête démographique et de santé Niger, 1997-1998 : Rapport préliminaire*, Niamey-Calverton (Maryland, É.-U. A.), Macro International Inc., 33 p.
- DIRECTION DE LA POPULATION, 1994. — *Population et Développement au Niger : Un appel à l'action, 1994*, ministère du Développement social, de la Population et de la Promotion de la femme, 29 p.
- DIRECTION DE LA STATISTIQUE ET DE LA DÉMOGRAPHIE, 1991. — *Séries Longues, édition 1991*, ministère de l'Agriculture et ministère du Plan, 248 p.
- FLORET (Chr.), R. PONTANIER & G. SERPENTIEU, 1993. — « La Jachère en Afrique tropicale » *Dossier Mab 16*, Unesco, 86 p.
- GUIRI (J.), 1989. — *Le Sahel au XXI^e siècle*, Karthala, 342 p.
- JOUBE (Ph.), 1997. — *Approche systémique des modes d'exploitation agricole du milieu rural*, dossier d'habilitation à diriger des recherches, Paris-X, Nanterre, 147 p.
- KIRK (D.) & B. PILLET, 1998. — « Fertility Levels, Trends, and Differentials in sub-Saharan African in the 1980s and 1990s », *Studies in Family Planning*, vol. XXIX, n° 1 : pp. 1-22.
- MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ÉLEVAGE, 1967 à 1992. — *Annuaire statistique du ministère de l'Agriculture et de l'Élevage*.
- NATIONS UNIES, 1995. — *World Urbanization Prospects, The 1994 Revision*, New York, ST/ESA/SER.A150, 178 p.
- NATIONS UNIES, 1996-a. — *World Population Prospects : The 1996 Revision, Annexe II & III*, 441 p.
- NATIONS UNIES, 1996-b. — *Levels and Trends of Contraceptive Use As Assessed in 1994*, ST/ESA/SER/A/146, 163 p.
- RÉPUBLIQUE DU NIGER, 1997. — *Premier rapport sur le développement humain, Niger 1997*, Bureau du coordonnateur résident du système des Nations unies, 112 p.